

Les polémiques façon « reductio ad hitlerum », un réflexe, hélas, si allemand

TRIBUNE. Le spécialiste de l'Allemagne Klaus Kinzler regrette le ramdam politico-médiatique autour des mesures anti-immigration illégale dans le pays.



Des manifestants de l'alliance *Ensemble contre la droite* brandissant le 2 février à Berlin une pancarte « Plus jamais CDU » protestent contre le candidat à la chancellerie de la CDU, Friedrich Merz. © Stefan Boness/Ipon

Klaus Kinzler*

Publié le 14/02/2025 à 07h01

Des manifestants de l'alliance *Ensemble contre la droite* brandissant le 2 février à Berlin une pancarte « Plus jamais CDU » protestent contre le candidat à la chancellerie de la CDU, Friedrich Merz. © Stefan Boness/Ipon

Tout le monde se souvient de la polémique déclenchée par [le geste de salut d'Elon Musk](#) lors de l'investiture du président Donald Trump. Pendant la brève tempête quasi planétaire, la presse outre-Atlantique, de *l'Associated Press* à *The Atlantic*, a préféré rester dans une posture détachée et non partisane. L'arme de la *reductio ad Hitlerum* n'est que rarement utilisée dans ce pays où le Premier amendement de la Constitution offre aux citoyens une très large liberté d'expression.

Ce fut tout le contraire en France, où la presse, notamment celle de gauche, s'en est donné à cœur joie. Il est vrai que les provocations géopolitiques de l'hôte de la Maison-Blanche et [le rythme effréné de ses décrets présidentiels](#) ont de quoi inquiéter. Mais face à une avalanche d'informations sans précédent, les journalistes américains ont adopté une attitude qui force le respect et devrait nous inspirer : *Keep calm and carry on*.

Championnat du monde de la polémique

En contemplant notre propre chaos politique, on se dit que nos journalistes ne sont pas en manque, eux non plus, de sujets dont la gravité et l'urgence demandent qu'ils soient traités avec calme et sérieux. À l'instar de nos politiques, ils adorent les polémiques. Si bien qu'à l'occasion de celle qui, récemment, a monopolisé nos écrans autour du vocable *submersion*, [on a pu lire dans *Le Point*](#) que « l'Hexagone a confirmé haut la main son titre de champion du monde de la polémique ».

Dans cette Coupe du monde, force est de constater qu'en cette fin de campagne électorale allemande, nos voisins sont, comme jadis au foot, imbattables. Ils ont sorti le grand jeu : des centaines de milliers de citoyens dans la rue brandissant des pancartes au slogan *Nie wieder !* (« Plus jamais ça ! ») et protestant « contre les nazis » à savoir... les chrétiens-démocrates de Friedrich Merz.

Restriction de l'immigration illégale

Qu'est-ce qui a bien pu déclencher pareil tsunami ? Un putsch aurait-il propulsé Alice Weidel, cheffe de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), à la Chancellerie ? Tant s'en faut, juste un texte appelant à une restriction de l'immigration illégale – sans conséquence législative – que les députés de l'Union de CDU/CSU ont soumis au vote du Bundestag.

Pour comprendre cette initiative (risquée), il faut la placer dans le contexte : à la suite d'une longue série d'actes meurtriers commis par des migrants – à Solingen, Mannheim et Magdebourg, etc. –, le débat sur l'immigration illégale s'est invité dans une campagne électorale allemande qui, au départ, devait être dominée par la crise économique. Survient, le 23 janvier, à Aschaffenburg, une nouvelle attaque au couteau (deux morts, dont un enfant de deux ans), perpétrée par un jeune Afghan demandeur d'asile connu des services de police et se trouvant sous le coup d'une obligation de quitter le territoire allemand.

Le lendemain, sans en connaître encore les détails, Friedrich Merz, le chef de la CDU (et probable prochain chancelier fédéral), annonce qu'il déposera sans tarder une motion sur l'immigration illégale au Bundestag, en ajoutant ces mots qui mettront le feu aux poudres : « Ceux qui veulent approuver nos demandes doivent les approuver. Et ceux qui les rejettent doivent les rejeter. Moi, je ne regarde ni à droite ni à gauche. Sur ces questions, je regarde uniquement droit devant. » Le 29 janvier, jour d'anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge en 1945, ce qui devait arriver arriva : la motion des chrétiens-démocrates a été approuvée..., avec les voix des 76 députés de l'AfD.

« La porte de l'enfer »

Pour tout Allemand qui s'estime, il était clair qu'en « acceptant les voix de l'extrême droite », Friedrich Merz avait « détruit les fondements de la démocratie d'après-guerre » (selon les Verts allemands) et ainsi « ouvert les portes de l'enfer » (SPD). Dans les rédactions, on se surpassait en sombres prophéties. Le parallèle avec la fin de la République de Weimar – pourtant totalement anhistorique – était dans toutes les bouches.

Ce qu'ont feint d'oublier les commentateurs, c'est que si ce jour-là, les députés de la SPD et des Verts avaient choisi de voter la motion de la CDU/CSU (soutenue en la matière par 63 % des Allemands), l'extrême droite aurait été privée de son triomphe. Il est même plausible que le consensus affiché des partis démocratiques traditionnels autour d'un sujet qui fait la force de l'AfD eût été en mesure d'affaiblir considérablement le parti d'Alice Weidel. Hélas...

Olaf Scholz et Robert Habeck ont jugé bon de préconiser le scénario d'une polémique annoncée qui, en prime, offrait l'avantage de pouvoir fustiger le leader de la CDU pour sa « collaboration » avec l'AfD. Peu importe qu'il s'agisse là d'un faux procès et que, le 5 février, face aux 956 délégués de son parti réunis en congrès, Friedrich Merz ait réitéré son refus – catégorique et de longue date – de « toute coopération, toute tolérance et de tout gouvernement minoritaire » avec l'AfD.

Des conséquences marginales dans les sondages

Résultat des courses ? À en croire les sondages, les conséquences sur l'actuelle campagne électorale de cette polémique bien allemande sont marginales : la CDU reste autour de 30 %, l'AfD, à 20 %, les Verts et la SPD, autour de 15 %. Pour l'heure, on ignore quel impact sur les intentions de vote aura [la terrible attaque à la voiture bélier du 13 février à Munich](#), dont l'auteur présumé serait un Zfghan de 24 ans.

De la polémique dont il est question dans ces lignes, en tous les cas, resteront les excellents souvenirs de tous ceux, politiques, journalistes et citoyens, qui n'ont pas raté l'occasion de se montrer « très choqués et de gauche » et qui, comme en France et ailleurs, continueront de battre le pavé pour un monde sans guerre, sans Trump, sans Poutine, sans centrales nucléaires et sans milliardaires.

Quant à Friedrich Merz, il a contribué au débat qui fait rage en Allemagne avec cette réflexion qui mérite d'être méditée, y compris par les voisins de l'Allemagne confrontés à des dilemmes similaires : « La démocratie est également en danger lorsqu'une minorité utilise les radicaux comme un outil pour ignorer durablement la volonté de la majorité de la population ». Le soir du 23 février, nous saurons s'ils ont convaincu les électeurs allemands.

*Klaus Kinzler, *professeur émérite de langue et de civilisation allemandes*, est l'auteur de « [L'islamogauchisme ne m'a pas tué](#) » (éditions du Rocher, 2022).